



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

MANIFESTATION MINISTÉRIELLE DE HAUT NIVEAU

Transformer les systèmes agroalimentaires pour accroître la résilience et concrétiser le Programme 2030

Tirer parti du potentiel des petits États insulaires
en développement, des pays les moins avancés
et des pays en développement sans littoral

Appel à l'action

Jeudi, 29 juin 2023

INTRODUCTION

Des ministres et des représentants de petits États insulaires en développement (PEID), de pays les moins avancés (PMA) et de pays en développement sans littoral (PDSL), ainsi que des représentants de partenaires fournisseurs de ressources de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), se sont réunis dans le cadre de la manifestation de haut niveau organisée à Rome par la FAO le 29 juin 2023 afin d'examiner les défis communs et de renforcer l'appui technique fourni par l'Organisation en recensant les actions à mener pour la transformation de leurs systèmes agroalimentaires ainsi que l'accélération et l'intensification des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Les participants ont reconnu que la réunion se tenait à un moment opportun, à mi-parcours de l'échéance relative au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et alors que les ODD ne sont pas en voie de réalisation. Le principe consistant à ne laisser personne de côté est au centre des ODD et est partagé par tous les pays, qui travaillent de concert afin de concrétiser les droits et d'assurer le bien-être de tous – en particulier les plus vulnérables – sur une planète en bonne santé et florissante.

Les participants à la réunion ont fait référence au rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à la 78^e session de l'Assemblée générale, [portant la cote A/78/XX-E/2023/XX]. Celui-ci indique que, sur les quelque 140 cibles des ODD pour lesquelles on dispose de données, seulement 12 pour cent environ sont en voie de réalisation; près de la moitié, bien qu'enregistrant des progrès, ne sont pas, voire pas du tout, en voie de réalisation; et quelque 30 pour cent ont stagné ou rétrogradé par rapport au niveau de 2015. Le rapport prévoit également que, si la tendance actuelle se poursuit, 575 millions de personnes demeureront dans une situation d'extrême pauvreté en 2030 – et seul un tiers des pays environ atteindront la cible consistant à réduire de moitié le taux de pauvreté à l'échelle nationale.

Les participants à la réunion ont appelé à une augmentation de l'appui technique de la FAO en vue d'intensifier les actions menées aux fins de la réalisation des cibles des ODD et des *quatre améliorations* (améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie), pour que les PEID, les PMA et les PDSL ne soient pas laissés de côté.

Les participants ont confirmé qu'il était essentiel d'avoir des systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs, résilients et durables pour faire face aux défis communs, accroître la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, réduire la pauvreté, honorer les engagements relatifs au climat et à l'environnement et réaliser les ODD.

Les délégués ont souligné que les systèmes agroalimentaires étaient aussi essentiels à la croissance économique de leur pays, représentant 4 pour cent du produit intérieur brut (PIB) mondial et, dans certains PEID, PMA et PDSL, plus de 25 pour cent du PIB. Le développement agricole est l'un des moyens les plus puissants d'éradiquer l'extrême pauvreté, de favoriser une prospérité partagée et d'assurer l'alimentation d'une population estimée à 9,7 milliards de personnes d'ici à 2050. La croissance du secteur agricole est aussi l'un des moyens les plus efficaces d'augmenter les revenus des plus pauvres, en comparaison des autres secteurs. Les participants à la réunion ont souligné que les compétences techniques de la FAO dans ce secteur étaient cruciales.

Les délégués ont reconnu que, pour réaliser l'objectif Faim «zéro» d'ici à 2030, il fallait dès à présent redoubler d'efforts afin de mener des actions concrètes pour transformer les systèmes agroalimentaires, assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition, et investir dans des pratiques agricoles durables.

L'IMPORTANCE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES POUR LES PAYS VULNÉRABLES

Les délégués ont souligné que les PEID, les PMA et les PDSL, dont 50 pour cent de la population travaille dans l'agriculture, sont dotés d'une économie principalement agricole. Cependant, la faible productivité y est une difficulté majeure pour les petits exploitants, qui ont du mal à accroître leur productivité du fait de leur accès limité aux marchés, y compris à des financements agricoles qui leur permettraient d'investir dans des intrants et des technologies modernes. Les faibles rendements et le manque d'intégration des marchés ont pour effets une fragmentation de la production, des salaires bas, une insécurité alimentaire et une pauvreté généralisée.

Certaines délégations estimaient que la dégradation des terres était un problème de premier plan, compte tenu de la pression démographique grandissante, de l'érosion des sols, de la pénurie d'eau et de l'effondrement des systèmes traditionnels qui préservaient la fertilité des sols.

Face aux fléchissements économiques, aux conflits, aux conséquences en cascade de la pandémie de covid-19 et de la crise climatique, ainsi qu'aux inégalités croissantes, les participants ont souligné le risque de voir l'insécurité alimentaire et la pauvreté extrême gagner du terrain à court terme dans ces pays vulnérables.

MESURES À PRENDRE ET APPUI TECHNIQUE DE LA FAO

TRANSFORMER LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les PEID, les PMA et les PDSL ont souligné la vulnérabilité accrue de leurs secteurs de l'agriculture, de la pêche et des forêts face au changement climatique, ainsi que leur dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. Les pays ont demandé à la FAO de les aider à mettre en œuvre des solutions pour faire face à la crise climatique en renforçant la résilience des secteurs de l'agriculture, de la pêche et des forêts, notamment au moyen de solutions fondées sur la nature et de pratiques agricoles intelligentes face au climat et économes en énergie.

Reconnaissant que les volumes de financement et l'accès au financement des activités relatives au climat demeuraient un défi considérable, les PEID, les PMA et les PDSL ont demandé à la FAO de fournir un appui technique pour accroître le niveau des financements publics et privés, actuellement faible, afin de réduire les pertes et les dommages subis par leurs systèmes agroalimentaires.

ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE POUR UN DÉVELOPPEMENT PLUS DURABLE ET PLUS INCLUSIF

Les participants ont fait part de leurs difficultés environnementales, économiques et sociales communes et ont souligné combien il importait que les programmes et les stratégies permettent d'améliorer la résilience tout le long de la chaîne de valeur et de renforcer leurs systèmes agroalimentaires. Les organismes internationaux sont appelés à aider les pays à: i) recenser et évaluer les difficultés; ii) formuler des recommandations efficaces en matière de politique générale; et iii) renforcer les programmes au niveau national de manière à ce qu'ils parviennent jusqu'aux agriculteurs.

Les pays ont insisté sur l'idée qu'il importait d'investir dans l'innovation, les connaissances et le capital humain, au profit des agriculteurs, des chercheurs et des agronomes, ainsi que d'améliorer l'accès des agriculteurs au crédit et aux assurances agricoles pour leur permettre de gérer efficacement les chocs et de s'en remettre. Il a été demandé à la FAO d'aider les agriculteurs à renforcer leurs capacités en matière d'accès aux financements.

NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ | METTRE EN PLACE UN PROCESSUS D'INVESTISSEMENT INCLUSIF

L'accès aux financements est l'une des principales difficultés pour les PEID, les PMA et les PDSL. Des investissements et des financements publics et privés accrus et plus efficaces, ainsi que d'autres solutions novatrices, sont nécessaires pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires afin d'atteindre les ODD. Les PEID, les PMA et les PDSL ont demandé à la FAO de continuer à appuyer la concrétisation de cet objectif par l'intermédiaire de son Centre d'investissement, de ses partenariats avec des institutions financières internationales et de programmes tels que l'Initiative Main dans la main. Les pays ont également sollicité une aide permettant de renforcer l'accès aux données, aux informations et à l'assistance technique pour limiter les risques liés aux investissements et tirer parti de plus de financements publics et privés émanant d'États et d'organisations financières internationales ou nationales.

Dans les PEID, les PMA et les PDSL, le secteur financier local n'est souvent pas en mesure de fournir des produits et des services adaptés aux petits agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises (PME). Les pays ont demandé à la FAO de prêter un appui au renforcement des capacités, à la promotion d'instruments financiers novateurs, y compris en matière de gestion des risques (assurance, par exemple), et aux technologies numériques (Fintech), afin d'aider les institutions financières nationales à se doter de davantage de moyens pour octroyer plus de financements aux agriculteurs et au secteur privé, notamment aux PME.

VERS UN MONDE DURABLE OÙ LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST UNE RÉALITÉ POUR TOUS

Les PEID, les PMA et les PDSL ont appelé la FAO à favoriser une collaboration améliorée qui permettrait aux pays de surmonter les difficultés communes, de mutualiser leur expérience et de se soutenir les uns les autres dans le domaine du développement durable au service de la transformation des systèmes agroalimentaires. Plus particulièrement, il s'agit de mettre en œuvre des initiatives à fort impact, d'améliorer l'accès aux financements et aux investissements, de développer la recherche ainsi que le transfert d'innovation et de technologie, d'encourager la transformation structurelle, d'accroître l'accès aux marchés et au commerce, et de renforcer collectivement la résilience face aux effets du changement climatique et d'autres facteurs de stress.

Les pays ont appelé les délégations qui seront présentes à la 4^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et à la 3^e Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral à mentionner dans leurs documents finaux la nécessité de mettre en place des mécanismes de partenariat durables et revigorés aux fins de la transformation des systèmes agroalimentaires, ainsi qu'à établir des objectifs clairs à cet égard. Les partenariats doivent être axés spécifiquement sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur la résilience des populations vulnérables, l'accent étant mis sur les femmes et les jeunes.

Les participants ont demandé que les résultats de la réunion soient communiqués lors des prochaines manifestations pertinentes, notamment le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Sommet sur les ODD de 2023 et les réunions préparatoires concernant la 4^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et la 3^e Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, de sorte que la transformation des systèmes agroalimentaires soit une priorité dans le cadre de ces processus.

Rappelant le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031, les participants ont demandé à la FAO de jouer un rôle de plus en plus actif dans l'appui à l'application des mesures établies par la feuille de route pour aider les PMA à transformer leurs systèmes agroalimentaires et pour renforcer la mise en œuvre de ces mesures aux fins de la réalisation des ODD.

Les participants ont proposé la création d'un réseau ministériel pour les PEID, les PMA et les PDSL, qui bénéficierait de l'appui technique de la FAO et permettrait de mutualiser l'expérience acquise et, de manière collective, de renforcer la résilience face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire, et de mobiliser des investissements pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires au moyen de plusieurs outils de mise en œuvre, parmi lesquels:

- l'Initiative Main dans la main;
- l'initiative «Un pays, un produit prioritaire»;
- l'initiative Villes vertes;
- le plan par étapes relatif à la transformation bleue;
- les mécanismes de financement novateurs en faveur de l'action climatique, notamment le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial.